L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

UE EAUX No. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.]

DIMANCHE MATIN, 9 JANVIER.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

CÉLÉBRATION DU 8 JANVIER.

La batterie d'artillerie Washington et les Continental Guards.

Le 8 Janvier, anniversaire de la bataille de la Nouvelle-Orléans, a été célébré hier avec un certain éclat, ce qui n'était pas arrivé depuis plusieurs années.

L'ancien bataillon d'artillerie Washington, reformé dernièrement, dans l'intention, croyons-nous, de visiter l'exposition du Centenaire, est resté en grande tenue, sous le commandement du colonel Walton.

La vue de quelques-uns des vétérans de la guerre mexicaine, faisait battre bien des cœurs et formé gris, a fait battre bien des cœurs et qu'il a dédié dans une précision toute militaire, a été salué partout par les vivats enthousiastes de la foule.

La compagnie d'infanterie des Continental Guards, commandée par le capitaine Montgomery, qui suivait le bataillon d'artillerie, a produit aussi un très bon effet.

Cette compagnie porte l'uniforme de nos ancêtres de la révolution.

La fanfare du 20me régiment de l'armée régulière des Etats-Unis, précédait le bataillon d'artillerie, et la fanfare du 13ème régiment, précédait la compagnie des Continental Guards.

Vers quatre heures, la place Lafayette était déjà encombrée par les nombreux invités de ces deux organisations militaires, et un détachement de police, placé à chacune des portes, s'efforçait de contenir la foule qui voulait se précipiter dans la place.

La revue a été conduite d'une manière très satisfaisante, et les différents exercices ont été exécutés avec beaucoup de régularité et d'ensemble.

Le bataillon d'artillerie et la compagnie des Continental Guards sont deux corps d'élite qui font honneur à leurs officiers.

Après la parade, les "Continental Guards" se sont retirés à leur quartier général, dans la salle St-Patrick, où les attendait une excellente collation.

Les artilleurs eux se sont rendus au restaurant Richelieu, rue du Camp, pour participer à un banquet qui avait été préparé à leur intention.

On a raconté des épisodes glorieux de la guerre, et les vétérans, en trinquant avec leurs plus jeunes compagnons d'armes ont raconté gaiement leurs batailles et leurs vivadires.

La journée, bien commencé, s'est terminée de même.

Convention des Etats du Sud et du Sud-Ouest, pour favoriser l'immigration.

Un comité de neuf membres, nommé dernièrement par la Chambre de Commerce, s'est réuni hier soir, dans le but d'aviser au moyen de convoquer une Convention des Etats du Sud et du Sud-Ouest, dont l'objet serait de favoriser l'immigration dans cette partie du pays.

L'ex-juge Kennard a été choisi comme président de cet comité, et M. R. Ranlett comme secrétaire.

Sur motion de M. Mullen, il a été décidé que les Etats suivants seraient invités à se faire représenter : la Louisiane, l'Alabama, le Mississippi, l'Arkansas, le Missouri, le Tennessee, la Georgie, le Texas, le Kentucky, l'Indiana, l'Illinois, l'Iowa, l'Ohio, le Kansas et la Floride.

La base de la représentation à cette Convention sera comme suit pour chaque Etat :

Le gouverneur, deux délégués pour l'Etat en général et un par district congressionnel. Les délégués devront être choisis par le gouverneur de chacun des Etats désignés, sur la désignation spéciale du membre de tout Bureau de Trafic, (Board of Trade) et de toute Bourse des Marchands, Bourse au Coton ou Chambre de Commerce, et dans le cas où aucune de ces organisations n'existerait dans l'Etat, un délégué, devant être choisi, pour cinq mille habitants, par le maire de la ville la plus importante de l'Etat.

La Convention devra s'occuper des sujets suivants :

Trouver le moyen d'encourager l'immigration dans les Etats qui forment la vallée du Mississippi.

Fonder un bureau d'immigration dans le port de la Nouvelle-Orléans, devant s'occuper des intérêts de tous les Etats désignés.

Prouver que le Mississippi est la voie la plus économique et la plus sûre pour l'immigrant.

Faire la législation nécessaire aux différents Etats pour favoriser l'entreprise.

Messieurs Walker, Barnett et Mullen ont été nommés pour présenter ces résolutions aux gouverneurs des différents Etats, et le comité s'est ajourné à mardi prochain.

Les coups de canne de McCarty ne lui rapportent qu'une humiliation de plus.

On se souvient que McCarty, l'ex-joueur de piano, devenu membre du Bureau des écoles, s'est battu comme il le méritait, il y a quelque temps, par les frères Jones et Stephen Chalaron, pour avoir été grossier et insolent à l'égard de leur sœur, Mlle Louise Chalaron.

McCarty ayant mis messieurs Chalaron devant la Première Cour de District, juge Abell, l'affaire a été jugée avant-hier.

Comme les frères Chalaron se sont reconnus coupables, ils ont été, d'assaut et batterie; il n'y a pas eu besoin de soumettre le cas à un jury, et le juge a été appelé à passer simplement condamnation.

Mc Carty l'ayant compris, a été placé sur la sellette en interrogé par le juge Abell lui-même.

Il a déclaré que les journaux l'avaient accusé à tort d'avoir insulté Mlle Louise Chalaron, et que pour cette raison, les deux frères de cette jeune personne l'ont attendu dans la rue et l'ont assailli et battu sans pitié.

Le juge a demandé alors à messieurs Chalaron ce qu'ils avaient à dire pour leur défense, et ceux-ci ont répliqué qu'ayant été insultés dans les journaux que Mc Carty avait offensé leur sœur, mais qu'ayant été avertis de fait par Mlle Chalaron même, ils avaient résolu de corriger l'insolent, et s'y étaient pris de la seule façon qui leur parut convenable.

Ils ont ajouté qu'ils se reconnaissaient coupables, parce qu'ils n'avaient pas le temps de se défendre.

Le juge Abell a déclaré que Mc Carthy était venu le trouver, jeudi, pour lui demander s'il le croirait, et que pour cette raison il estimait qu'il n'avait aucune confiance dans un pareil individu.

McCarty a voulu interrompre le juge en ce moment, mais celui-ci lui a imposé silence, et continuant, lui a dit qu'il avait bien de remercier son étoile de n'avoir pas été tué au lieu d'avoir été simplement battu. Si McCarty, a-t-il ajouté, avait été accusé à tort par les journaux d'avoir insulté Mlle Chalaron, que ne corrigeait-il immédiatement une erreur aussi grave.

Cela lui eût été facile en s'en prenant aux journaux mêmes qui ont annoncé le fait.

S'adressant alors à messieurs Chalaron, le juge a dit qu'il regrettait de voir qu'ils persistaient à se reconnaître coupables, et que la sévérité forcement à punir selon avec du culpabilité ; mais ceux-ci ayant maintenu leur position, ils ont été condamnés à payer chacun *dix sous* d'amende, ou à défaut de ce paiement, à rester une *minute* dans l'enceinte de la cour, sous la garde d'un député-shérif.

Messieurs Chalaron ont préféré payer les dix sous, qui ont été remis au greffier de la cour, et se sont retirés, très satisfaits de la décision du juge Abell, qui est une leçon pour McCarty et les gens de son espèce; ainsi donc, ceci qu'un peu moins rude, que les coups de bâton.

La mise en accusation de Hawkins.

Le comité de la Chambre des représentants, chargé de prendre des témoignages pour savoir s'il y a lieu de mettre en accusation Mr Jacob Hawkins, agissant comme juge de la cour dite des sessions du district, poursuit son œuvre avec vigueur, et on a tout lieu de croire maintenant que le pseudo-juge sera positivement mis en accusation.

Entr'autres témoignages, on a présenté le décret du Grand Juri, enregistré le 12 mai 1873, par son président M. J. Poole, mettant en accusation M. Hawkins pour détournement de fonds, le 5 août 1872, en sa qualité d'avocat de J. Madison Wells.

Les délégués à la Convention nationale.

Les délégués de la Louisiane à la convention nationale démocratique se sont réunis, hier matin, au bureau de l'honorable R. H. Marr et ont pris les dispositions nécessaires pour se transporter, quand le moment sera venu, à Pendroit où siégera la convention.

TEMPERATURE.—8 janvier 1876.

l'thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	l'Ahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	67	14
12 M.	76	24
3 P. M.	78	25
6 P. M.	73	23

—Un peu de bonnetin des modes pour ne pas en perdre l'habitude.

Le chapeau dit tuyau de poêle, qui depuis tantôt un siècle règne en maître sur la tête où disant inconstante des Français, est tellement laid, qu'on se livre chaque année aux efforts les plus louables, — ne pouvant le supprimer tout à fait, — pour le modifier et le rajeunir.

Nous avons vu le chapeau à larges bords, le chapeau à bords plats, le chapeau à bords recourbés sur eux-mêmes, le chapeau évasé par en haut comme une jardinière, le chapeau sanitaire, etc. — Cette année, le suprême du genre sera le chapeau droit de forme, pas trop haut, à bords assez petits que possible, — juste de quoi saluer, et se mirer, — tel est du moins le dessein des innovateurs, — sur le sommet de la tête.

D'où ce distique improvisé hier dans une salle de lecture intime par un jeune poète fort connu :

Le mode est aux chapeaux escarpés et sans bords
Qu'on y peut plus rentrer ces qu'on se met dehors.

Convention des Etats du Sud et du Sud-Ouest, pour favoriser l'immigration.

Un comité de neuf membres, nommé dernièrement par la Chambre de Commerce, s'est réuni, hier soir, dans le but d'aviser au moyen de convoquer une Convention des Etats du Sud et du Sud-Ouest, dont l'objet serait de favoriser l'immigration dans cette partie du pays.

L'ex-juge Kennard a été choisi comme président de ce comité, et M. R. Ranlett comme secrétaire.

Sur motion de M. Mullen, il a été décidé que les Etats suivants seraient invités à se faire représenter : la Louisiane, l'Alabama, le Mississippi, l'Arkansas, le Missouri, le Tennessee, la Georgie, le Texas, le Kentucky, l'Indiana, l'Illinois, l'Iowa, l'Ohio, le Kansas et la Floride.

La base de la représentation à cette Convention sera comme suit pour chaque Etat :

Le gouverneur, deux délégués pour l'Etat en général et un par district congressionnel. Les délégués devront être choisis par le gouverneur de chacun des Etats désignés, sur la désignation spéciale du membre de tout Bureau de Trafic, (Board of Trade) et de toute Bourse des Marchands, Bourse au Coton ou Chambre de Commerce, et dans le cas où aucune de ces organisations n'existerait dans l'Etat, un délégué, devant être choisi, pour cinq mille habitants, par le maire de la ville la plus importante de l'Etat.

La Convention devra s'occuper des sujets suivants :

Trouver le moyen d'encourager l'immigration dans les Etats qui forment la vallée du Mississippi.

Fonder un bureau d'immigration dans le port de la Nouvelle-Orléans, devant s'occuper des intérêts de tous les Etats désignés.

Prouver que le Mississippi est la voie la plus économique et la plus sûre pour l'immigrant.

Faire la législation nécessaire aux différents Etats pour favoriser l'entreprise.

Messieurs Walker, Barnett et Mullen ont été nommés pour présenter ces résolutions aux gouverneurs des différents Etats, et le comité s'est ajourné à mardi prochain.

Les coups de canne de McCarty ne lui rapportent qu'une humiliation de plus.

On se souvient que McCarty, l'ex-joueur de piano, devenu membre du Bureau des écoles, s'est battu comme il le méritait, il y a quelque temps, par les frères Jones et Stephen Chalaron, pour avoir été grossier et insolent à l'égard de leur sœur, Mlle Louise Chalaron.

McCarty ayant mis messieurs Charon devant la Première Cour de District, juge Abell, l'affaire a été jugée avant-hier.

Comme les frères Chalaron se sont reconnus coupables, ils ont été, d'assaut et batterie; il n'y a pas eu besoin de soumettre le cas à un jury, et le juge a été appelé à passer simplement condamnation.

Mc Carty l'ayant compris, a été placé sur la sellette en interrogé par le juge Abell lui-même.

Il a déclaré que les journaux l'avaient accusé à tort d'avoir insulté Mlle Louise Chalaron, et que pour cette raison, les deux frères de cette jeune personne l'ont attendu dans la rue et l'ont assailli et battu sans pitié.

Le juge a demandé alors à messieurs Chalaron ce qu'ils avaient à dire pour leur défense, et ceux-ci ont répliqué qu'ayant été insultés dans les journaux que Mc Carthy avait offensé leur sœur, mais qu'ayant été avertis de fait par Mlle Chalaron même, ils avaient résolu de corriger l'insolent, et s'y étaient pris de la seule façon qui leur parut convenable.

Ils ont ajouté qu'ils se reconnaissaient coupables, parce qu'ils n'avaient pas le temps de se défendre.

Le juge Abell a déclaré que Mc Carthy était venu le trouver, jeudi, pour lui demander s'il le croirait, et que pour cette raison il estimait qu'il n'avait aucune confiance dans un pareil individu.

McCarty a voulu interrompre le juge en ce moment, mais celui-ci lui a imposé silence, et continuant, lui a dit qu'il avait bien de remercier son étoile de n'avoir pas été tué au lieu d'avoir été simplement battu. Si McCarty, a-t-il ajouté, avait été accusé à tort par les journaux d'avoir insulté Mlle Chalaron, que ne corrigeait-il immédiatement une erreur aussi grave.

Cela lui eût été facile en s'en prenant aux journaux mêmes qui ont annoncé le fait.

S'adressant alors à messieurs Chalaron, le juge a dit qu'il regrettait de voir qu'ils persistaient à se reconnaître coupables, et que la sévérité forcement à punir selon avec du culpabilité ; mais ceux-ci ayant maintenu leur position, ils ont été condamnés à payer chacun *dix sous* d'amende, ou à défaut de ce paiement, à rester une *minute* dans l'enceinte de la cour, sous la garde d'un député-shérif.

Messieurs Chalaron ont préféré payer les dix sous, qui ont été remis au greffier de la cour, et se sont retirés, très satisfaits de la décision du juge Abell, qui est une leçon pour McCarty et les gens de son espèce; ainsi donc, ceci qu'un peu moins rude, que les coups de bâton.

La mise en accusation de Hawkins.

Le comité de la Chambre des représentants, chargé de prendre des témoignages pour savoir s'il y a lieu de mettre en accusation Mr Jacob Hawkins, agissant comme juge de la cour dite sessions du district, poursuit son œuvre avec vigueur, et on a tout lieu de croire maintenant que le pseudo-juge sera positivement mis en accusation.

Entr'autres témoignages, on a présenté le décret du Grand Juri, enregistré le 12 mai 1873, par son président M. J. Poole, mettant en accusation M. Hawkins pour détournement de fonds, le 5 août 1872, en sa qualité d'avocat de J. Madison Wells.

Les délégués à la Convention nationale.

Les délégués de la Louisiane à la convention nationale démocratique se sont réunis, hier matin, au bureau de l'honorable R. H. Marr et ont pris les dispositions nécessaires pour se transporter, quand le moment sera venu, à l'endroit où siégera la convention.

LA CATASTROPHE DE LA *LOUISIANE*

Voici le texte du premier rapport qui a été adressé par le commandant du paquebot la *Gironde* à l'agent général de la Compagnie transatlantique, à Bordeaux ;

Rade de Richard, 31 décembre 1875.

Monsieur l'agent général,

J'ai la douleur de vous annoncer un affreux accident survenu à la *Gironde*, hier soir, par le travers de Richard, à 10 heures 15 minutes.

Le paquebot la *Louisiane*, revenant des Antilles, par suite d'une fausse manœuvre, a pris la *Gironde*, en marche, pour un navire mouillé (à ce que dit son pilote), et vire mouillé brusquement sur babord pour ne pas passer devant nous.

La machine de la *Gironde* avait été mise à toute vitesse en arrière dès que la manœuvre de la *Louisiane* a été reconnue. Ce dernier paquebot a été abordé par le travers par la *Gironde* ; il a coulé immédiatement. Dès que j'ai pu laisser tomber une ancre, j'ai expédié tous les canots au secours des naufragés, dont on entendait les cris de détresse ; nous en avons pris 65. Les canots du paquebot anglais *Ibéria*, qui arrivait sur les lieux du sinistre, ont sauvé également 46 personnes. (Il y avait à bord de la *Louisiane* 128 personnes, tout compris.)

En somme, il y a eu malheureusement des victimes, parmi lesquelles le capitaine.

La *Gironde* a des avaries très graves ; son étrave est brisée et un énorme trou est ouvert devant.

La première cloison étanche tient bon, mais laisse passer de l'eau dans la cale à vin, voisine de la cloison à eau. Au moment actuel, deux heures et demie du matin, avec les deux pompes à incendie et la pompe à vapeur, nous étalons la voie d'eau dans cette cale; nous montons des marchandises de la cale que nous mettons sur le pont, derrière.

Jusques, à sept heures, à la marée du matin, pouvoir monter à Pauillac.

Nous aurons besoin, monsieur l'agent général, de remorqueurs pour prendre nos passagers et leurs bagages, et de gabares pour alléger le navire. Le vent est bon pour aller à Pauillac ; j'y expédie un officier, qui lui-même vous portera cette lettre à Bordeaux et vous donnera de vive voix les renseignements que vous lui demanderez.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Le commandant de la *Gironde*,

JACQUES.

P. S.—Dans le choc, un chauffeur de la *Gironde* a été violemment blessé dans sa couchette, et est mort deux heures plus tard.

Les journaux de Bordeaux nous apportent ce matin, sur cette catastrophe, les renseignements suivants qui complètent ceux que nous avons donnés hier :

La collision entre les deux navires a été terrible. En quinze ou trente minutes la *Louisiane* avait sombré, ne laissant plus voir que sa mâture.

Cet épouvantable malheur avait tellement ému le personnel de la *Gironde*, que personne ne songeait même pas à l'avarie considérable que ce dernier paquebot venait d'éprouver.

Toute la partie avant du navire, jusqu'aux soutes, a été emportée depuis l'étambot du mât de beaupré jusqu'à cinquante centimètres au-dessous de la ligne de flottaison. Les dimensions de cette ouverture sont, sans exagération, de trois à quatre mètres de largeur.

Il fallut donc employer immédiatement tous les moyens possibles pour empêcher la navire de couler. La pompe à incendie et les pompes de la cale furent mises en fonction, après qu'on eut, au moyen d'un batardeau, fermé tant bien que mal l'avant, au-dessous de la flottaison, sont plein d'eau, mais la cale aux marchandises est intacte.

Il paraîtrait donc que c'est grâce à ses cloisons étanches que la *Gironde* n'a pas eu le même sort que la *Louisiane*.

LES QUERELLES PARLEMENTAIRES.—Le *Evangile* se fait l'écho d'un bruit de salon qui montre à quel diapason les querelles parlementaires se montent même dans le monde où l'on prétend conserver les purs traditions de la politesse française !

On rapporte hier, dans un salon politique, l'épisode suivant de l'histoire de Bretagne : lors d'un démêlé du Parlement de Rennes avec le chancelier Maupeou, croyons-nous, quelques membres du Parlement se détachèrent de leurs collègues et trahirent leur cause, moyennant quoi ils reçurent des avantages personnels. Le scandale fut grand en Bretagne et les cités commerçantes intéressées furent flétris d'un sobriquet où éclatait la vigueur un peu grossière du langage du temps. On les appela les *J...*

Estompant l'écriture ayant un peu plus de réserve on prit l'habitude de n'écrire que les deux initiales : les *J. F.*, et bientôt on tut comme on écrivait, si bien qu'on finissait, en parlant, par ne plus prononcer que les deux *J.* Aujourd'hui, les vieux Bretons, comme M. de Lorgeril ou M. de La Rochette, ont pu entendre dire de tel de leurs compatriotes : "C'est un bonne honorable, sensible, mais il a du autrefois un *J*' dans sa famille." La tache n'est pas encore effacée..... et les *J*' n'avaient trahi que le Parlement de leur province.

Le même journal raconte l'anecdote suivante, dont nous laissons à nos lecteurs le soin d'extraire la morale et le sel :

Le général Hervé de Saisy et Testelin ont été nommés hier sénateurs, en même temps et sur la même liste.

Nous nous trouvons à ce propos d'un incident qui remonte à quatre ans et auquel nous avons assisté des tribunes de l'Assemblée nationale.

On discutait la proposition Rivet. L'Assemblée était un peu échauffée. A un certain moment, M. Testelin, interrompant l'orateur, se tourne vers un groupe de députés, au milieu duquel était assis le général Hervé de Saisy et s'écrie : "Vous avez cité les bottes de l'Empire !"

M. Hervé de Saisy se lève, saisit M. Testelin par sa cravate, lui serre le cou à l'étrangler, le fait tomber sur ses genoux et lui assène de vigoureux coups de poing sur la tête. Tout cela se passait au fond de la salle, au pied de la tribune diplomatique. M. Grévy, qui présidait, fut assez longtemps avant de se rendre compte de la situation.

Enfin il se couvrit et suspendit la séance. On sépara M. Hervé de Saisy et M. Testelin. Ce dernier s'excusa des paroles qu'il avait prononcées, on pour mieux dire qu'elle lui fut M. Grévy qui se chargea de présenter ses excuses.

Aujourd'hui MM. Hervé de Saisy et Testelin entrent au Sénat bras dessus bras dessous.

TROIS LETTRES DE ROCHEFORT.—Un nommé Barbieux, journaliste, vient d'être condamné à huit jours de prison, et 5 fr. d'amende pour outrage aux agens et livrée se manifeste.

Ce qu'il y a de plus curieux dans son affaire, c'est qu'on a trouvé sur lui les lettres avinantes :

"Mon cher Barbieux,

"N'allez pas faire ce four épouvantable. "Alceste, tout le monde le sait, c'est Hippolite Castille, dont le nom est sur toutes les listes de fonds secrets de l'Empire. Ce serait comme si vous preniez Jules Amigues.

"Nous vous écrivons pourtant, etc.

"Henri ROCHEFORT,"

"Mercredi.

"Mon cher Barbieux,

"Je vous écris à la hâte. L'affaire Zola est des plus importantes. C'est le romancier le plus lu de Paris,... Nous avons ici des documents et des nouvelles toutes fraîches pour la chronique étrangère.... Nous sommes en rapport avec Cuba et l'Herzégovine, ainsi qu'avec l'Italie, dont nous recevons des lettres tous les jours. Les réfugiés espagnols nous renseignent également.

"Je vous ferai le programme sur votre idée des républicains de raison, qui est bonne. Je ne voyais aucune raison pour mettre Gustave Naquet dans le journal. Il était possible de le donner à 5 ou 6,000 abonnés en province, ce serait un effet superbe. Un sou de plus ou de moins pour un provincial est une question grave.

"Henri ROCHEFORT."

"Mercredi.

"Mon cher Barbieux,

"J'ai reçu avec toutes vos lettres une lettre de G. Naquet; mais je l'ai perdue, et bon accasse avec. J'ai bien réfléchi. Ce nom d'Héori a de nombreux inconvénients; il a seize ans à peine. Que faire si quelqu'un l'insulte ou le provoque ? Il faudra donc avouer que l'article est de moi. Bien qu'il fire brillamment, il ne peut se battre à cet âge.

"Voilà le meilleur à mon avis, d'autant plus que le public est si drôle, qu'il croirait que mes articles sont réellement de mon fils. Je signerai simplement mes chroniques: *Le Lanternier*. Personne ne peut m'en empêcher. La loi même permet à un déporté d'écrire, mais sous le signer. Ce ne sera pas ma faute si toute le monde me reconnaît.

"N'est-ce pas, que ça vaut mieux ?

"Autre chose ; je tiens beaucoup à ce qu'Emile Beyerat fasse les théâtres ainsi que la musique, qu'il connaît très bien. Il est très lancé dans les jeunes gens de ce genre. Il connaît Léon Gladel, qui est en train d'écrire un roman très beau qu'on pourra avoir.

"Alphonse Daudet nous en donnerait un aussi.....

"Embrassez Naquet..... Je vous serre énergiquement la main.

"H. ROCHEFORT."

LE PROCÈS DES PETITS CHINOIS.—Aujourd'hui est venue devant la sixième chambre du tribunal correctionnel de Paris l'affaire intentée par M. l'abbé de Girardin contre MM. About, directeur du *XIXe Siècle*, Francisque Sarcey, et Chaix, imprimeur, pour publication d'articles diffamatoires contre l'œuvre de la Sainte-Enfance.

MM. Francisque Sarcey et About ont été condamnés chacun à 500 fr. d'amende et M. Chaix à 100 fr., et tous les trois solidairement à 1000 de dommages-intérêts et aux dépens.

—Parlez un peu des casuistes et de leurs discussions métaphysiques, après la réponse suivante d'une jeune *quakeresse* que cite une feuille d'outre-Manche !

Un jeune homme insiste pour obtenir d'elle un baiser.

—Ami, répond la quakeresse avec dignité, tu ne dois pas m'embrasser.....

—Si, si, mon âme, je t'embrasserai.....

—Puisque tu as juré que tu le ferais, fais-le donc, dit alors la jeune fille ; mais du moins, n'en prends pas l'habitude !

—Les sangliers sont tellement abondants dans la Meuse que, dans la forêt de Lizzy, à quelques kilomètres de Bar-le-Duc, une société de chasseurs en a tué dix-neuf en cinq jours.

C'est, dit le *Bien public*, par bandes de trente ou quarante qu'on les rencontre dans les battues.

LE ROMAN AU XIXe SIÈCLE.—M. Anatole France publie, dans le *Temps*, une très intéressante étude sur les romanciers contemporains.

En voici les détails :

"Le siècle fut d'abord rêveur et mélancolique. Ses premiers fils, Obermann et René, furent de sombres amoureux et de grands désespérés. Ils eurent une postérité à leur image : les héroïnes de George Sand. Plus d'une pouvait dire comme l'Indienne : "Je suis la fille de René l'Européen, qui fut si malheureux."

"Ce monde était lyrique; il avait la poésie du rêve et du désir ; il aimait l'impossible ; et de tous les goûts, celui-là n'est pas le moins naturel à l'homme. Il était chimérique ; c'est là une façon d'être.

Il pleurait : il parlait beaucoup. Mais il ne buvait ni ne mangeait. A cela, on reconnut qu'il ne vivait pas. On s'avisa de croire que la réalité avait bien aussi son intérêt, qu'il y aurait un charme à baisser le ton et à parler le mode naturel : on pensa que les choses qui sont ont du moins en leur faveur qu'elles sont nécessaires. Stendhal en fut compte. Avec lui, le roman reprit des forces en touchant la terre. Stendhal était systématique. On n'a d'influence qu'à ce prix. Il rechercha systématiquement les petits faits psychologiques dont l'enchaînement, selon lui, constitue un caractère ; il posa en principe que les tempéraments déterminent les actes, et il marqua avec force les tempéraments divers de ses personnages. Mais il était idéologue, et il ne regarda jamais le monde extérieur.

"Balzac, au contraire, manifesta un souci constant du milieu. Les variations du climat, la constitution du sol, la flore, la faune, l'aspect des villes, des rues, des maisons, tout l'intéressa et l'inquiéta ; il ne fit pas grâce d'une herbe, d'une pierre. Il excella à montrer comment la chaubre, le fauteuil d'un homme, son habit, ses souliers, s'imprègnent de ses habitudes et participent de son caractère.

"Maintenant, qu'on me demande si Edmond et Jules de Goncourt écrivent bien et peuvent être comptés parmi "les bons artisans du parler maternel", comme dit celui qui forma la langue italienne, je ne répondrai pas. Ils ont torturé la phrase, fatigué les mots. Mais leur expression est imprévue, exacte, intense. Ils ont trouvé de mots qui semblent faits exprès pour peindre une nature souffrante, des paysages de banlieue. Le coucher du soleil à la chaussée Clignancourt, dans *Germinie Lacerteux*, ou les bergers de la Seine à l'île Saint-Ouen dans *Renée Mauperin*, sont deux tableaux d'une réalité intense. Jamais la vision minutieuse du paysage n'avait été si impressionniste, tant l'intention. Enfin, ils ont dit, ceux-là, ce qu'ils avaient à dire ; ils l'ont dit sans pitié des gens, au mépris des hommes et des dieux, sans entraînements, sans la peur de paraître ridicules, mais la fierté d'être eux. Ils ont inauguré à leur usage. Bonne ou mauvaise en soi, elle est bonne pour eux.

"Le malheur est qu'on ne la leur a pas laissée. Ils ont été lus, n'a s'est répété sur ces irréguliers. Ils ont condamné toute tradition et voilà qu'ils en commencent une. On leur a pris leur phrase saccadée, rompue, déjointe, leurs mots techniques, leurs néologismes, leurs termes d'atelier, leur vision crue des choses, tout jusqu'à leurs manies. En sorte que le style particulier qu'ils se sont fait par horreur du style poncif devient à son tour poncif. M. Zola est le plus fort de leurs élèves. Il les suit du mieux qu'il peut. Ils ont beaucoup senti le dix-huitième siècle. M. Zola a du entendre parler comme Florian, dans les *Contes à Ninon*. Ils ont courageusement fouillé les misères du monde contemporain.

"M. Zola est entré dans le *ventre* de Paris. Il est vrai qu'il a pris pour cette excursion la lanterne de Balzac. Ils sont peintres : M. Zola brosse de grandes toiles, mais il n'a pas le ressemble pas à ses maîtres. Il n'a pas comme eux la vision directe des choses ; il n'a pas la belle émotion de l'écrivain qui a saisi et qui rend. Il a pour lui la force, le tempérament qui a fait voir ce qu'il a vu.

"Il y a dans M. Zola une symphonie de fromages et une symphonie de tuyaux, qui laissent à penser que le procédé avec trop de complaisance et qui préserveront tout critique de la fantaisie de ranger M. Zola parmi les véritables observateurs."

LE FANTÔME DE LA COMMUNE.—M. Henry de Pène s'exprime ainsi dans le *Petit Journal* :

Tout s'efface devant le grand scandale des paroles prononcées par M. Naquet et quelques-uns de ses pareils, avec l'approbation d'un certain nombre de députés de l'extrême gauche et de presque tout le centre gauche, l'approbation tacite d'un plus grand nombre de citoyens montagnards qui se sont vus obligés, bien à contre-cœur, de repousser leurs intrigues. C'est ainsi que nous sommes arrivés aux élections sénatoriales.

Une coalition s'est formée alors contre nous, et ceux qui ont fourni l'appoint nécessaire pour nous battre sont les amis personnels du comte de Chambord, du prince qui a rendu le rétablissement de la monarchie pour longtemps impossible.

Grâce à eux, on a pu nous écraser. Si nous continuons de la sorte, notre rôle sera fini. Nous serons purement et simplement les vaincus.

Eh bien, cela ne peut aller ainsi. Nous ne pouvons sacrifier à un fantôme politique ce que nous possédons comme le salut de la France. On nous accuse de porter un masque. Désormais nous jetterons le masque.

Le pays a besoin de savoir ce que nous sommes et ce que nous voulons.

Nous ne voulons nous substituer ni à la monarchie, ni à la République, ni au gouvernement actuel, que nous servirons loyalement.

Mais il faut que le pays sache que nos espérances ne sont personnifiées dans un homme, le duc d'Aumale. " Nous voulons que le pays sache que nous nous efforcerons de porter le duc d'Aumale à la magistrature suprême de la République, le jour où, par la conséquence naturelle des lois constitutionnelles, le poste sera devenu vacant.

Plus tard cela pourra se faire, mieux cela vaudra. Nous ne pouvons être impatients; mais nous voulons cesser d'être un fantôme. Nous voulons être un parti converé et tangible. Nous voulons que le pays sache qu'il a un chef.

Tant que le comte de Chambord vivra et qu'il nous sera impossible de choisir un autre prince sans que cet autre rétracte son drapeau, et aussi longtemps que la République existera sans effrayer personne, nous aurons autour de nous ceux que la peur sauve ponsse vers l'empire, et ceux qui aiment la liberté sans excès et la République sans violence.

Tel est le conseil que je donnerai à mes amis et voilà ce que je suis résolu à faire, quand je devrais être seul de mon opinion."

—Une dépêche nous annonçait avant-hier l'arrivée à Saint-Paul de Loanda, possession portugaise sur la côte occidentale d'Afrique, du lieutenant anglais Cameron qui avait traversé le continent africain. Le lieutenant Cameron, parti d'Ujiji, sur le lac Tanganika, en mai 1874, a réussi, au prix de mille fatigues et de dangers terribles, à accomplir ce voyage.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

Nouvelles Européennes.

ANGLETERRE.

Londres, 8.—Une dépêche de Vienne au *Daily News* dit : On rapporte que le ministre de la guerre montenegrin a l'intention d'accepter des fusils venant de fabrique de Vienne. Des télégrammes de la Servie disent que les fabriques d'armes sont très actives. Le gouvernement de la Roumanie se presse de compléter son armement par des contrats avec des maisons étrangères.

Londres, 8.—Une dépêche de Berlin au *Daily News* dit qu'une dénomination générale sera bientôt publiée par la cour contre le comte d'Arnim s'il ne revient pas et qu'il sera jugé par contumace.

Londres, 8.—La Ville de Brooklyn a fait collision, devant Fastness, avec une barque italienne qui a sombré. Trois marins de la barque manquent. Les autres ont été sauvés par le steamer.

Le correspondant viennois du *Standard* dit que tous les habitants de Vienne tenus au service militaire en cas de guerre ont reçu ordre de se préparer à rejoindre leurs corps respectifs dans les 48 heures.

Les médecins disent que D'Arnim est trop malade pour aller en prison. Le gouvernement regarde ce certificat comme insuffisant et ordre est donné de conduire le comte en prison.

Londres, 8.—La filature de coton de Belgrave, près d'Oisham, Lancashire, contenant 50,000 broches, a été détruite par le feu. Perte $250,000.

AUTRICHE.

Vienne, 8.—2600 insurgés ont essayé de surprendre Mostar, mais ils ont été repoussés et presque entièrement détruits.

WASHINGTON.

Observations météorologiques.

Washington, 8.—Prédictions pour les Etats du Golfe : Temps chaud et partiellement couvert ; vents du sud à l'ouest et *stata quo* ou baisse de baromètre, suivi dans le sud-ouest par un temps plus frais et menaçant, par une hausse de baromètre et des vents légers du nord et de l'ouest.

Washington, 8.—L'agence de Red Cloud est à court de rations, à cause, dit-on, de l'épuisement de l'allocation. Le commissaire indien espère éviter les difficultés en délivrant de rations comme à l'ordinaire jusqu'à ce que le Congrès fasse une allocation spéciale pour arriver à la fin de l'année fiscale.

Le Fremont a été élu restaurateur de la Chambre. Il a fallu 47 ballotages dans le comité pour faire cette élection.

Une pétition, signée par 23,300 femmes mormones, demande au Congrès de donner à l'Utah un gouvernement d'Etat et d'annuler la loi anti-polygamique. Elles craignent que leurs parents ne soient arrêtés pour polygamie sans accusation.

Mme Catherine G. Shephard a recouvré à la cour des E. U. $9,808 de la compagnie d'assurance sur la vie de New York. Mme Shephard est une veuve de 70 ans, et à la fin de la guerre elle avait offert le plein montant du que la compagnie avait refusé.

La concentration de navires à Port Royal (Car. du Sud) est conforme à un plan général du secrétaire de la marine pour faire de ce port le quartier-général des stations du Nord-Atlantique.

Parmi ses avantages sont un climat salubre et une capacité de port pour les manœuvres navales. Le secrétaire prend ces précautions à cause des difficultés qui peuvent surgir de la question cubaine.

Une autre raison donnée pour envoyer des navires des rivières et des ports du Nord à Port Royal qui n'a pas de rivière, c'est que Shaw-Shaw et le Fawnee et le Dictator maintenant à Port Royal et le Congress et le Juniata sont en route pour Galles. D'autres y seront envoyés.

Washington, 8.—Le collecteur des douanes à la Nlle-Orléans, a reçu ordre d'admettre sans droit un mannequin pour l'université d'Alcorn à Jackson, Mississippi.

New-York, 8. — Sous-trésorerie, Or, $44,086,394. Billets $35,177,837. Payé $396,000 pour intérêt et 290,000 pour bons. Les donations ont fait $296,000. Argent 6. Sterling caisse à 8.85. Gouvernements actifs et forts. Nouveaux 117.

Washington, 8—Suivant les derniers relevés du bureau de la récolte de coton pourrait s'élever à 4,400,000 balles. A tout prendre cependant et pour diverses raisons, elle ne dépassera pas de 4,050,000 à 4,150,000.

Washington, 8.—Albert Garnier et Wm. Sexton ont joué une partie de trois billes, au carambolage français, ce soir, dans la salle Willard. Garnier a gagné la partie, par 500 billes contre 297. Sexton a fait les meilleures séries de Sexton ont été 91 et 40. L'exercice s'est terminé par des coups de fantaisie de Garnier.

OTTAWA.

Ottawa, 8.—M. Martin, membre du parlement provincial, accusé d'avoir commis des attaques indécentes sur une fillette, a été envoyé en prison pour être jugé.

CLEVELAND.

Pétition contre la reprise des payements en espèces.

Cleveland, O., 8.—Un meeting est convoqué ici pour le 17 du courant, dans le but de considérer quelles mesures sont nécessaires pour sauvegarder l'acte du dernier Congrès, intitulé acte de la reprise. Un mémoire au Congrès qu'on a fait circuler en cette ville, a reçu les signatures d'un grand nombre d'hommes d'affaires considérables, demandant le rappel de toutes les clauses de l'acte relatives au payement en espèces des legal tenders des Etats-Unis, le premier Janvier 1879.

Et autorisant le secrétaire du Trésor à vendre les bons des Etats-Unis dans le but de racheter les legal tenders ; aussi représentant que dans le jugement des pétitionnaires, la mise en vigueur de la clause de reprise du dit acte serait excessivement désastreuse pour les affaires du pays.

MILWAUKEE.

Milwaukee, 8—Des expériences ont été faites ici aujourd'hui avec le système harmonique du télégraphe multiple de Gray. Avec un seul fil, sur une distance de 200 milles, on a env